

ARRÊTÉ
RÈGLEMENTANT LE DÉPLACEMENT DU MARCHÉ PAYSAN
EN RAISON DE LA MANIFESTATION « LE GRAND MÉNAGE »
PLACE DU 4 SEPTEMBRE

Le Maire de CADENET,
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;
VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;
VU, le Code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;
VU, le Code de la voirie routière ;
VU, le Livre V du code de la sécurité intérieure ;
CONSIDÉRANT que l'organisation de la manifestation « LE GRAND MÉNAGE », le samedi 27 avril 2024 empêche le maintien du Marché Paysan en son lieu actuel sur le boulodrome de l'église ;
CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir le Marché Paysan en un autre lieu ;
CONSIDÉRANT qu'il a été décidé de déplacer le Marché Paysan sur la place du 4 Septembre le samedi 27 avril 2024 ;
CONSIDÉRANT que les places et voies destinées à accueillir le nouvel emplacement du marché sont habituellement réservées au stationnement et à la circulation des véhicules ;
CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre le bon déroulement de cette manifestation et éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTÉ

- Article 1er :** Le stationnement et la circulation sont interdits sur la place du 4 Septembre le samedi 27 avril 2024 de 6h00 à 13h00.
- Article 2 :** Ces interdictions seront matérialisées sur place par l'installation de barrières.
- Article 3 :** L'interdiction de circuler ne s'applique pas aux véhicules de secours, d'incendie, de police et de gendarmerie, d'urgence EDF GDF, et médecins de garde.
- Article 4 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1er sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
 - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
 - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
 - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 5 avril 2024

Le Maire
Jean-Marc BRABANT

